



Les Sahéliens peuvent  
nourrir le Sahel

# LE PAYSAN

Bulletin d'information d'Afrique Verte Niger

Numéro 04 – juin 2004

## Sommaire

Campagne agricole 2004	P. 1
Situation alimentaire	P. 2
Activités d'Afrique Verte Niger	P. 4
Événements	P. 5

## Rédaction :

Coordination Afrique Verte Niger

BP 11751 – Niamey - Niger

Tel: 72 22 93 Fax: 75 54 60

E-Mail : [avniger@intnet.ne](mailto:avniger@intnet.ne)

<http://www.afriqueverte.org>

## La transformation des céréales locales : une voie de valorisation économique de la filière

Depuis les campagnes d'éducation au développement et de lobbying qui ont précédé sa création, Afrique Verte s'est particulièrement investie dans l'appui aux organisations paysannes pour développer la commercialisation des céréales notamment le transfert des zones excédentaires vers les zones déficitaires. Jusqu'en 2000, ses interventions ont particulièrement bénéficié aux producteurs et consommateurs des zones rurales. Grâce à un appui de la coopération française, Afrique Verte Niger a initié et mis en œuvre en 2001, un projet pilote d'approvisionnement des populations pauvres de la zone péri-urbaine de Niamey. C'est particulièrement, la commune 3 de Niamey qui a été concernée par ce projet avec la mise en place de 5 banques céréalières. Cette expérience a montré que les populations pauvres des zones urbaines, venues principalement des zones rurales et qui sont dans une sorte de transition sociale vers une vie citadine, ne sont pas à l'abri de l'insécurité alimentaire. Mais l'élément caractéristique de l'alimentation des zones urbaines reste de la consommation massive des produits alimentaires importés.

En effet, l'urbanisation croissante que connaissent actuellement les villes sahéniennes, a provoqué un changement dans les habitudes alimentaires des populations. La consommation alimentaire des citadins est de plus en plus orientée vers les produits transformés importés. Le choix des consommateurs pour le type de produits relève essentiellement de leur facilité de préparation qui procure un gain de temps et d'énergie pour les ménagères. Ce choix bien que rationnel pour le consommateur ordinaire, a pour conséquence de marginaliser davantage les céréales locales et ne stimule pas la production. Au plan macro-économique, ces importations font perdre beaucoup de devises au pays. Il est donc nécessaire voire indispensable pour les pays sahéniens dont la production agricole est composée à 80 % de céréales dites pauvres, de trouver les voies et moyens visant à inverser la tendance. La transformation des céréales en produits finis se présente comme un créneau porteur. Les quelques initiatives prises dans le domaine sont très prometteuses, mais des obstacles existent. La faible valorisation de ce maillon de la filière reste liée à plusieurs pesanteurs, parmi lesquelles on peut citer l'insuffisance de l'information des acteurs sur les opportunités du secteur, le faible niveau d'échanges entre acteurs de la sous-région, les contraintes techniques et de financement.

Au niveau de l'association Afrique Verte, cela a été bien perçu. L'accompagnement des transformateurs de céréales constitue l'un des trois axes de son plan triennal 2004-2006. C'est ainsi qu'au-delà des actions déjà menées dans ce cadre, notamment au Mali et au Burkina, le séminaire international organisé par Afrique Verte en avril 2004 à Niamey sur la filière céréalière, a donné une large place à la question de la transformation des céréales grâce aux exposés-débats des experts sur le sujet et à l'exposition vente des produits transformés à base de céréales locales.

## La campagne agricole 2004 : une installation progressive rassurante, mais une situation phytosanitaire à surveiller de près.

**A** la faveur d'importantes pluies tombées au cours de la dernière semaine du mois d'avril (plus 130 mm à Niamey le 29 avril 2004), la campagne 2004 s'installe progressivement dans plusieurs localités de la bande agricole du pays. Selon les informations de la direction des cultures vivrières 6.050 villages agricoles sur les 10 056 que compte le pays ont pu effectuer les premiers semis de mil

à la date du 10 juin 2004. Les semis de sorgho, d'arachide et de niébé l'ont été de façon timide dans les régions de Dosso et Maradi. Comparé à celle de 2003, la campagne agricole 2004 connaît sur le plan national une légère avance. Mais comme l'illustre le tableau ci-dessous les régions d'Agadez et Diffa n'ont pas encore enregistré les premières pluies utiles pouvant permettre

les semis et la région de Zinder accuse un léger retard par rapport à la campagne précédente. Cependant cela n'inquiète guère les producteurs sachant que le calendrier normal n'est pas encore dépassé.

Au plan national le taux de réalisation des semis est de 60 % au 10 juin 2004 alors qu'il était de 56 % en 2003 à la même date.

Répartition des villages ayant semé au 10/06/04

Régions	Nombre de villages agricoles	Villages ayant semé		
		2004	2003	Ecart
Agadez	180	0	0	0
Diffa	556	0	234	-234
Dosso	1384	1125	663	+462
Maradi	2181	1422	1240	+183
Tahoua	1388	887	498	+389
Tillabéry	1658	966	727	+239
Zinder	2685	1629	2274	-645
CUN	21	21	18	+3
<b>Total</b>	<b>10.056</b>	<b>6050</b>	<b>5654</b>	<b>396</b>

Si sur le plan de la pluviométrie et de l'installation de la campagne aucun signe alarmant ne vient pour l'instant angosser les producteurs, sur le plan phytosanitaire des inquiétudes existent. Actuellement, 8000 ha de friches sont déjà infestés par les criquets dans la région d'Agadez. Les prochaines pluies pourront favoriser leur développement et il y a une forte crainte de descente de ces ravageurs de cultures dans la zone sud agricole. La situation inquiète les techniciens au point où ils n'hésitent pas à la comparer à celle de 1988 où plus d'un million d'hectares ont dû être traités pour contenir la menace des criquets dans la zone pastorale. En dépit des mesures prises par l'Etat, le phénomène reste tout de même inquiétant au vu de sa régionalisation

car une situation similaire sinon plus alarmante, persiste également dans les pays du Maghreb qui ont déjà traité plus 3 millions d'hectares dans le but d'endiguer le fléau. Dans la même lancée, une réunion des experts des 9 pays membres de la commission de lutte contre le criquet pèlerin en région occidentale (CLCPRO) créée en février 2002 sous l'égide de la FAO, se tient à Niamey du 16 au 20 juin.

Sur un autre plan, la campagne agricole 2004 se caractérise par deux éléments novateurs. Le premier élément, c'est l'ambition affichée des autorités pour relancer la production cotonnière. L'objectif est d'accroître la production de 8.000 tonnes actuellement à 100.000 tonnes. A cet effet, d'importantes quantités de semences ont été gracieusement mises à la disposition des producteurs. Un dispositif d'acquisition des engrais par les producteurs à des prix abordables a été également mis en place.

Le deuxième élément novateur de cette campagne 2004, est la volonté des plus hautes autorités de moderniser l'agriculture nigérienne par le développement de la mécanisation. C'est ainsi que 281 tracteurs sont cédés aux agriculteurs à des prix subventionnés à hauteur de 50 % et selon des modalités de paiement très favorables.

La question est de savoir quel sera l'impact de ces actions réformatrices sur la production céréalière. Pour que l'objectif de porter la production cotonnière de 8.000 tonnes à 100.000 tonnes soit atteint, il va falloir inévitablement que les producteurs réaffectent certaines de leurs terres initialement emblavées en sorgho à la culture du coton.

## La situation alimentaire

Pour la troisième année consécutive, la campagne agricole s'est soldée par un résultat globalement excédentaire. Les résultats définitifs des enquêtes agricoles de la campagne 2003/2004 chiffrent à 427.183 tonnes l'excédent céréalier. A titre de rappel, l'excédent des campagnes précédentes est de 254.459 tonnes en 2001/2002 et 389.504 tonnes en 2002/2003. Même si ces chiffres cachent des disparités intra et inter régionales, cette évolution croissante de l'excédent céréalier a eu un impact positif sur l'état alimentaire des populations. Aucun signe de grosses difficultés alimentaires, n'a été signalé jusqu'à présent. En dépit de ce satisfecit global, la situation alimentaire de 94 zones totalisant une population de 1.203.433

habitants répartis au sein de 1.214 villages, bien non alarmante, mérite un suivi rapproché. Ces villages sont disséminés au sein de 45 départements et communes qui constituent les entités de mesure de la vulnérabilité. Pour la classification des villages, quatre degrés de vulnérabilité sont établis par le SAP. A chaque degré de vulnérabilité correspond un état alimentaire donné.

Un indice de vulnérabilité compris entre 76 et 100 % exprime un état de famine dans la concernée zone. Entre 51 et 75 % la zone est considérée comme extrêmement vulnérable.

Pour un indice de vulnérabilité compris entre 26 et 50 %, la zone est classée moyennement vulnérable. Sont considérées comme

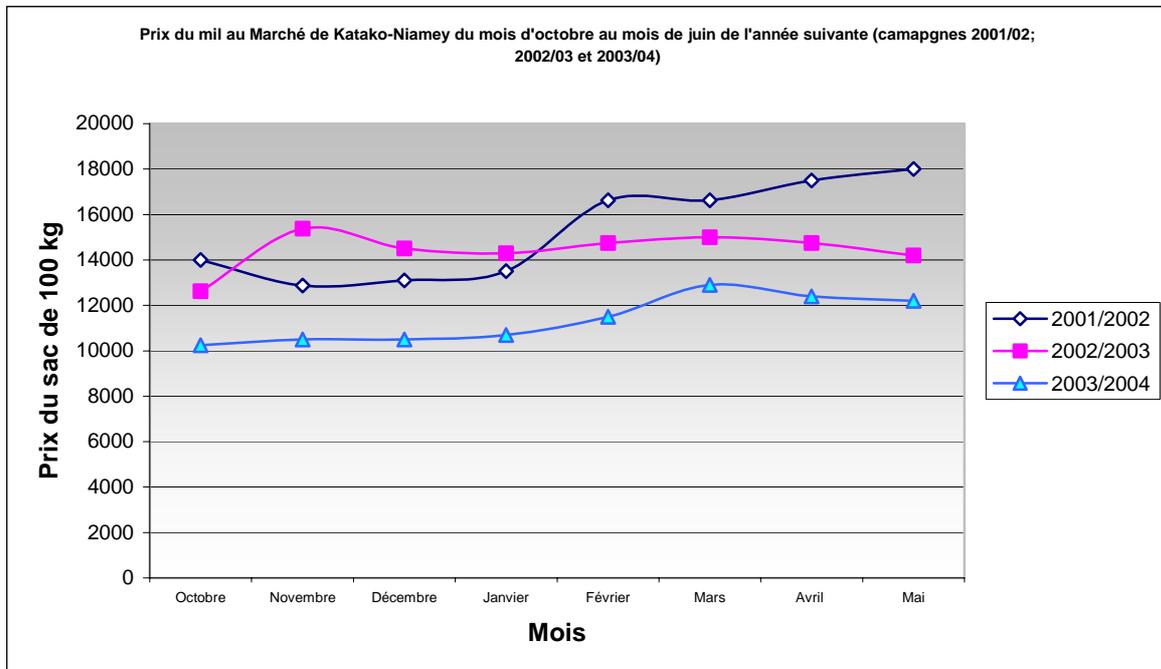
faiblement vulnérables les zones qui ont un indice de vulnérabilité compris entre 0 et 25 %.

A l'issue de la réunion de réévaluation de la situation alimentaire, organisée par le Système National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (CNP-GCA), les 17 et 18 mai à Kollo, il est ressorti qu'aucun département ou commune n'a une note de vulnérabilité comprise entre 76 et 100 %, pour être déclaré en état de famine. De même, aucun département ou commune n'est extrêmement vulnérable, 17 départements et communes sont moyennement vulnérables et 28 départements et communes sont faiblement vulnérables.

Une installation normale de la nouvelle campagne pourra favoriser davantage la situation alimentaire dans ces localités.

Sur les marchés céréaliers la situation est dans l'ensemble normale. Après une baisse enregistrée au cours du mois d'avril 2004, le rythme d'approvisionnement des marchés en céréales est redevenu normal depuis le début du mois de mai. Les marchés sont actuellement bien ravitaillés grâce non seulement à la mise en marché des stocks des commerçants, mais aussi à la dynamique du marché céréalier sous-régional. En effet, à la faveur de l'ouverture des marchés dans l'espace UEMOA et voire dans l'espace

CEDEAO (même si par ailleurs des obstacles demeurent en terme de libre circulation des marchandises), les opérateurs économiques maliens et burkinabés ont exporté d'énormes quantités de céréales en direction des marchés nigériens, notamment ceux de l'ouest du pays. L'effet immédiat a été la baisse de la demande en céréales sur le marché de Maradi qui d'ordinaire est la principale source d'approvisionnement des régions de Niamey, Tillabéry et Tahoua. Comme on peut facilement l'observer sur le graphique ci-dessous, ce phénomène a arrêté la hausse graduelle des prix, observée depuis le mois de février 2004. La comparaison des prix sur la période d'octobre (post récolte) à juin (début de la soudure), laisse apparaître une courbe des prix 2003/2004 nettement en dessous de celles des deux campagnes précédentes. Cela s'explique d'une part, par la succession de trois campagnes excédentaires (avec un niveau d'excédent croissant d'une campagne à une autre) qui a favorisé la reconstitution des stocks paysans et des stocks commerçants et d'autre part, par le développement des échanges, à l'échelle nationale d'abord et sous-régionale ensuite. Ceci prouve à quel point le marché joue un rôle central dans la sécurité alimentaire des populations sahéliennes.



## ACTIVITES D'AFRIQUE VERTE NIGER

### CAPITALISATION DES EXPERIENCES

Plus de dix ans après son implantation au Niger, il était nécessaire pour Afrique Verte de prendre un petit recul afin d'analyser sa stratégie et ses interventions. C'est ce que dans le jargon du développement on appelle communément « **la capitalisation** ». Dans cette optique, Afrique Verte Niger a commandité une étude portant sur la capitalisation de ses expériences.

L'étude réalisée avec l'appui d'un consultant externe, est structurée en trois parties. La première partie retrace l'origine de l'association. Elle fait une analyse historique en partant des idées qui ont sous-tendu sa création jusqu'à son implantation effective au Sahel, en passant par les campagnes de lobbying. Dans la même partie de l'étude, l'auteur fait sortir l'originalité de l'approche d'Afrique Verte par rapport à plusieurs approches classiques en matière de sécurité alimentaire.

La seconde partie de l'étude a porté sur l'analyse de trois principales actions d'Afrique Verte, à savoir : Les formations, les bourses céréalières et le crédit. L'expérience d'Afrique Verte dans chacun de ces domaines a été analysée. Les particularités ou encore la valeur ajoutée de l'intervention a été mise en exergue.

La troisième partie de l'étude a quant à elle, été consacrée à une analyse des approches. Il

s'est agit précisément de : a) faire une analyse de la pertinence du ciblage des femmes comme bénéficiaires des interventions au cours des trois dernières années b) faire ressortir la spécificité de l'approche d'Afrique Verte par rapport aux autres intervenants en matière de banques céréalières c) démontrer que la structuration des OP et le groupage des achats est une stratégie d'approvisionnement efficace et efficiente pour les zones déficitaires.

L'étude a permis de réaffirmer toute la pertinence de l'approche d'Afrique Verte en matière d'appui à la sécurité alimentaire. Une approche basée sur une vision économique qui fait des échanges intra et inter zones son credo tout en s'appuyant grandement sur les organisations paysannes. Elle a également révélé que le renforcement des capacités techniques et financières des OP, constitue la voie vers leur autonomisation et que pour enregistrer des résultats palpables et édifiants, les programmes y afférents doivent s'inscrire dans la durée.

Pour faciliter la diffusion des résultats auprès des OP et des partenaires, des outils de communication seront produits. C'est ainsi que les données de l'étude seront synthétisées dans une plaquette de présentation et sous forme de fiches techniques thématiques.

### BOURSE CEREALENIERE NATIONALE

Fidèle à sa politique de promotion de la commercialisation des céréales, Afrique Verte organise chaque année des foras commerciaux et pédagogiques plus connus sous le vocable de « bourses céréalières ».

Après la bourse régionale de Tillabéry et la mini-bourse Zinder- Agadez organisées respectivement les 21 et 22 décembre 2003 à Torodi et le 30 décembre 2003 à Bakin Birji, la onzième édition de la bourse céréalière nationale a été tenue à Zinder du 30 au 31 mars 2004. Elle a vu la participation de plus d'une centaine de participants représentants d'organisations paysannes, de structures de promotion, de services de l'Etat et des commerçants céréalières.

En terme d'offre, il y a 21. 832 sacs de produits agricoles qui ont été mis sur le marché par les OP et les opérateurs économiques. L'offre en mil représente 38,25%, suivie de celle en

niébé (30,09%). L'arachide se place en troisième position avec 27,66% de l'offre, devant le sorgho(0,8%), le riz (0,5%) et le maïs (0,15%).

Du côté de la demande, on a enregistré 5.825 sacs dont 3000 sacs d'arachide. La faiblesse de la demande en céréales de base (mil et sorgho) reflète le caractère excédentaire de la campagne.

Synthèse de la bourse (en sac de 100 kg)

Produits	Demandes	Offres	Ecart (O-D)
Mil	1265	8351	7086
Mais	60	30	-30
Niébé	1000	6600	5600
RIZ	-	100	100
Sorgho	-	181	181
Arachide	3000	6040	3040
Autres	500	530	+30
<b>Total</b>	<b>5.825</b>	<b>21.832</b>	<b>16.007</b>

En plus de son rôle central de mise en relation de l'offre et de la demande, la bourse est également un cadre d'information et d'échanges sur des questions inhérentes à la sécurité alimentaire. A chaque édition, un thème de débats ou d'information est proposé aux participants. Le thème de cette onzième édition a porté sur les marchés institutionnels. L'objectif est d'analyser les opportunités offertes aux OP pour ce type de marché mais également les contraintes qui y sont liées.

Le thème a été animé par le coordinateur d'Afrique Verte Niger, qui a fait un exposé détaillé sur la typologie des marchés institutionnels et les conditions à remplir pour y participer. Des débats très enrichissants ont suivi l'exposé. Il ressort de l'analyse établie par les participants, que les conditions d'accès aux marchés institutionnels sont difficiles à remplir pour les OP de base.

La leçon tirée par les représentants des OP après cet exposé, est qu'à l'état actuel des choses, les organisations paysannes de base ne peuvent prétendre à ces marchés institutionnels. Les OP doivent donc s'organiser pour créer les conditions de leur participation, notamment en renforçant leur structuration par la création de fédérations plus aptes techniquement et financièrement à aller en compétition avec les autres acteurs céréaliers.

Soulignons que, la tenue de cette manifestation a été précédée d'une série d'ateliers portant sur la préparation et l'organisation et la participation aux bourses céréalières. Ces ateliers qui ont été organisés dans toutes zones d'intervention d'Afrique Verte, ont concerné non seulement les délégués des OP du réseau mais également les partenaires techniques intervenant dans la filière.

#### SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA FILIERE CEREALE

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Amélioration de la sécurité alimentaire au Mali et au Niger par la structuration des OP et la commercialisation des céréales » financé par la Commission Européenne, Afrique Verte a organisé les 27, 28 et 29 avril 2004 à Niamey au Niger, un séminaire international sur la filière céréalière. Ouvert sous la présidence du Ministre du développement agricole Monsieur Abari MAÏ MOUSSA, le séminaire a réuni plus de 90 participants venus des 3 pays d'intervention de l'association à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. A travers ce séminaire, Afrique Verte cherche à imprimer davantage sa vision en matière de sécurité alimentaire. Dans sa stratégie d'intervention, l'association privilégie une approche économique sur la question en faisant du marché la première voie de la sécurisation alimentaire. Aussi, le contexte actuel caractérisé par une ouverture des marchés, amène à porter un regard régional à la problématique de sécurité alimentaire comme l'exprime le slogan d'Afrique Verte « les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel ».

Quatre objectifs spécifiques ont été assignés au séminaire :

- a) Informer et sensibiliser les acteurs sur un certain nombre de thèmes inhérents à la sécurité alimentaire tels que :
  - *Le commerce des céréales dans l'espace de UEMOA,*
  - *Le système de Warrantage comme alternative au financement de la*

*commercialisation des céréales par les Organisations Paysannes,*

- *La transformation de céréales locales au Sahel : Enjeux et Défis*

- b) Echanger avec les participants sur les outils d'information et de capitalisation réalisés par les deux cellules spécialisées d'Afrique Verte,
- c) Identifier de nouveaux besoins des OP en matière d'information et de capitalisation pour être intégrés dans le programme 2004/2005;
- d) Mettre en contact les opérateurs céréaliers de la sous-région dans la perspective d'échanges actuels et futurs.

Les travaux se sont successivement déroulés sous forme d'exposés débats sur les thèmes retenus, de travaux de groupe pour se terminer le troisième jour, sous une pluie diluvienne, par l'organisation d'une bourse céréalière. En marge des travaux du séminaire, une exposition-vente de produits transformés à base de céréales a été organisée. En conséquence, trois stands ont été préparés pour recevoir les produits de chacun des trois pays. Cette exposition a révélé l'esprit entrepreneurial et l'ingéniosité des femmes sahéniennes en matière de transformation des céréales locales. Avec un accompagnement efficace des promoteurs, ce maillon de la filière céréalière pourra connaître un essor considérable et induira des effets importants tant sur le plan micro que macro-économique.

## RELANCE DU CADRE DE CONCERTATION SUR LES BANQUES CEREALIERES DE LA REGION DE ZINDER

Depuis la réforme de la politique céréalière qui a vu le recentrage des activités de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) à la gestion d'un stock national de sécurité, la création des institutions de stockage de proximité plus connues sous le terme de banques céréales (BC), a été fortement soutenue par les partenaires au développement pour contribuer à la sécurité alimentaire des populations.

C'est ainsi que dès la fin des années 80, les premières banques céréalières ont vu le jour. Aujourd'hui on assiste à un foisonnement de ces institutions communautaires de gestion de proximité. Cependant les approches, les stratégies et le contexte dans lequel elles sont créées diffèrent d'un promoteur à un autre. Afrique Verte inscrit la BC dans une vision de développement local durable tandis que pour d'autres promoteurs, elle constitue une simple action humanitaire d'urgence. Ainsi, il n'est pas rare de trouver dans un même terroir des BC créées selon différentes logiques. Cela n'est pas sans conséquence sur leur fonctionnement et leur durabilité. Aussi, par manque de statistiques sur les BC, leur contribution dans la politique de sécurité alimentaire, est aujourd'hui difficile à évaluer.

Au vu de ce constat, une stratégie nationale en matière de banques de céréales a été élaborée en 1996 sous l'égide de la DPOR/GER (Direction de la promotion des organisations rurales et de la gestion de l'espace) devenue DAC/POR (Direction de l'Action Coopérative et de la Promotion des Organisations Rurales), avec la contribution de différents partenaires dont notamment Afrique Verte et le BIT ACOPAM. Pour permettre l'application de cette stratégie, un cadre national de concertation fût mis en place. Au niveau régional des comités techniques de concertation, ont été également créés.

Malheureusement, force est de constater, qu'aujourd'hui ces comités (national que régionaux) sont en léthargie et qu'en

conséquence la stratégie n'est pas appliquée lors de la mise en place des banques céréalières, parce qu'elle reste méconnue de la part de plusieurs promoteurs actuels.

Au vu de l'utilité de ces comités pour le fonctionnement et la durabilité des BC, depuis 2002, des promoteurs s'activent pour appuyer leur relance. Grâce à la contribution des Projets PAOPAS (Coopération française) et PASADOP (SNV), le comité technique régional de concertation sur les banques céréalières (CTRCBC) de Tillabéry, a pu être relancé en juillet 2002.

Dans le cadre de son projet « Amélioration de la sécurité alimentaire au Mali et au Niger par la structuration des OP et la commercialisation des céréales » financé par la Commission Européenne, Afrique Verte Niger a soutenu le processus de relance du CTCBC de Zinder, qui a duré de mars à mai 2004. Le cadre de concertation qui vient d'être mis en place suite à un atelier tenu les 17 et 18 mai 2004 à Zinder, permettra de coordonner les interventions en matière de BC au niveau de la région afin d'éviter les duplications et les interventions en sens opposés qui se nuisent et qui se soldent par des échecs.

Le travail a été réalisé avec l'appui technique du Ministère du développement agricole, notamment la DAC/POR et la DRDA (Direction Régionale du Développement Agricole) de Zinder. A chacune des étapes du processus, l'approche a été participative, car ayant impliqué tous les acteurs concernés (administration, promoteurs de BC, organisations faitières de BC, les autorités coutumières). Un comité de pilotage restreint composé des différentes catégories d'acteurs, a été mis en place. Afrique Verte qui a joué le rôle de chef de file dans le processus de relance, continuera d'accompagner le comité régional en lui apportant son expertise en la matière.

### VISITES INTER ORGANISATIONS PAYSANNES

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres des OP à mieux gérer leurs activités, plusieurs visites d'échanges d'expériences ont été organisées d'une part, entre OP du réseau et d'autre part entre celles-ci et d'autres OP de la filière. C'est ainsi que 20 représentants des OP de la zone de Zinder ont visité des OP des zones de Filingué et de Gaya., 16 déléguées des OP de Gaya ont effectué le déplacement sur Filingué et Zinder tandis que 12 représentants des OP de la zone de Filingué se sont déplacés sur Zinder puis sur Gaya.

Aussi, dans le cadre de la constitution de la fédération des OP d'Agadez, 16 représentants ont fait le déplacement au niveau de la fédération des banques céréalières de Madaoua.

Ces rencontres ont permis aux visiteurs et aux visités de discuter de la vie de leurs OP, notamment les réussites et des difficultés rencontrées au cours de leurs activités liées à la commercialisation de céréales.